



# Revue de Presse

Syndicat des employé-e-s  
de métiers d'Hydro-Québec

*Mario Lamontagne* Responsable D'information

*Fiers de notre passé  
Maîtres de notre avenir*

## Déficit zéro - Charest maintiendra le cap

La Presse Canadienne 10 janvier 2011

N'en déplaise aux syndicats regroupés dans l'Alliance sociale, Québec maintiendra son échéancier de 2013-2014 pour l'atteinte du déficit zéro. «Nous voulons atteindre l'équilibre budgétaire dans les délais prescrits parce que la crédibilité des finances publiques au Québec en dépend», a martelé le premier ministre du Québec, Jean Charest, alors qu'il participait à une messe commémorative à l'oratoire Saint-Joseph en hommage aux victimes du séisme haïtien du 12 janvier 2010.

Le premier ministre réagissait aux propos tenus plus tôt par les membres de l'Alliance sociale, qui ont dressé hier en conférence de presse leur liste d'épicerie en vue du prochain budget du ministre des Finances.

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Michel Arsenault, a soutenu que les centrales syndicales comprenaient mal l'empressement du gouvernement à atteindre l'équilibre budgétaire immédiatement, alors que le gouvernement fédéral s'est donné sept ans pour y parvenir.

«Lorsque l'on regarde autour de nous, des gouvernements aussi conservateurs que celui de Stephen Harper se fixent sept ans pour avoir un équilibre budgétaire, le gouvernement de l'Ontario l'a fait également, et on comprend mal l'obsession du ministre Bachand de vouloir avoir un équilibre budgétaire immédiatement», a affirmé M. Arsenault.

Selon l'Alliance, faire des coupes claires dans les dépenses publiques pourrait ressusciter le spectre de la crise économique. Mais Jean Charest est resté catégorique et a plutôt prétendu l'inverse.

«Le retour à l'équilibre budgétaire dans les délais prescrits est un élément important pour maintenir le crédit du Québec. Nous allons y arriver [...] tout le monde mettra l'épaule à la roue, surtout l'État», a-t-il assuré, ajoutant que cela permettra de générer davantage de croissance économique.

«C'est ce qui va permettre à l'économie du Québec aussi de connaître une meilleure performance en y arrivant plus rapidement», a conclu M. Charest.

Les principaux représentants syndicaux, qui ont décidé d'unir leurs forces en novembre dernier, ont énuméré leurs autres priorités maintes fois entendues en 2010.

L'abolition de la contribution santé, le refus d'une hausse des droits de scolarité, l'ajout d'un ordre d'imposition pour les personnes ayant un revenu de plus de 127 000 \$ et l'instauration d'une taxe sur les produits de luxe font partie de celles-ci.

Les entreprises florissantes devraient également contribuer à leur «juste part» et le Québec devrait aussi réclamer à Ottawa ce qu'il lui doit (harmonisation de la taxe de vente, financement de la santé, calcul de la péréquation), ont martelé les neuf dirigeants syndicaux pour qui le développement économique durable représente également une priorité.

L'Alliance syndicale est notamment formée de la Fédération des travailleurs du Québec, la Centrale des syndicats nationaux, la Centrale des syndicats du Québec, la Centrale des syndicats démocratiques, la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec

